

# 16 débats OPINIONS



## Pierre Manent : la question de la nation est trop importante pour être mal posée

Le philosophe Pierre Manent et l'essayiste Jean-Louis Bourlanges déplorent l'absence de référence à l'Europe dans la controverse sur l'identité nationale. Ils en ont débattu à Paris devant l'Institut Thomas More. Nous publions l'essentiel de leurs interventions.

Comment ne pas être frappé par l'absence de toute référence à l'Europe dans ce débat sur l'identité nationale ? Chaque fois qu'un sujet est sensible, ou qu'une question est urgente, l'Europe disparaît derrière l'horizon. On l'avait observé lors de la crise des banquiers il n'y a pas si longtemps. On le voit aujourd'hui à l'occasion de la crise économique et financière. L'Europe n'est pas présente à la conscience comme un référent immédiat auquel se reporter lorsque des enjeux paraissent décisifs. On ne voit l'Europe que lorsqu'il fait beau. Pourquoi ? La raison principale est sans doute que le débat sérieux sur l'Europe et la nation n'a pas vraiment commencé. L'opinion majoritaire a longtemps postulé que les nations allaient disparaître naturellement pour faire place tout aussi naturellement à un corps politique nouveau. Sous les vieux pavés usés des nations : la plage de l'Europe. L'opinion souverainiste, très minoritaire, étant au contraire qu'entre les nations et l'Europe, il y a une incompatibilité essentielle. Niles uns ni les autres ne voient l'articulation entre les nations et l'Europe comme un problème à résoudre et d'abord à poser. Donc les citoyens ne pensent à l'Europe que lorsqu'ils ne pensent pas à leur nation, ce qui est de plus en plus rare. Quant au débat sur l'identité nationale, il est mal parti parce qu'il est codé. La notion d'identité est surtout une notion parfaitement inutilisable pour aucun bon propos politique. Cette notion est entrée récemment et puissamment dans

le langage politique. Elle signale un changement profond dans la manière dont nous concevons le politique. Elle signale la dépolitisation du politique. L'« identité » désigne « ce que sont » les individus et les groupes. Apparaissant, les identités étaient le point de départ, ce à partir de quoi l'action politique allait se produire, une action politique capable de transformer les identités diverses en « chose commune ». Aujourd'hui, les identités sont le point d'arrivée : on attend, on réclame de l'ordre politique qu'il les protège telles qu'elles sont. L'espace public est envahi par les identités parce que la synthèse par l'action politique ne se fait plus. Parce que la confiance dans les valeurs politiques dont la nation était le cadre est perdue.

La notion d'identité est indéfiniment plurielle. Il y a autant d'identités qu'il y a d'individus et de groupes. Et les identités sont en concurrence permanente puisqu'elles ont toutes le même droit. Pourquoi accorder le moindre avantage à l'identité nationale sur l'identité régionale ou sur l'identité européenne ? Ou sur toute autre identité, puisque les identités sont en somme en révolte contre la nation qui a été jusqu'ici le cadre de leur synthèse ? Pourquoi, le citoyen mondial devrait-il préférer l'identité nationale à son identité musulmane ? En clair : on reconnaît que les identités sont égales, et il n'y a pas de problème et il n'y a rien à dire : on souhaite donner quelque avantage à l'une d'elles - ici, manifestement, à l'identité nationale - et c'est impossible car les identités sont nécessairement égales.

La question de la nation est trop importante pour rester si mal posée. La question de la nation n'est pas celle de son identité, mais celle de son existence. Désirons-nous que notre nation continue d'exister, qu'elle reste le cadre principal de notre vie commune et de notre vie personnelle ? Pensons-nous que le cadre national reste légitime et porteur d'un avenir ? C'est à ces questions qu'il faut répondre d'abord. Et c'est après cette réponse qu'il sera possible de penser de manière pertinente les autres questions : celle de l'immigration, celle de

Perdre dans notre être national tout en continuant une aventure européenne qui a été longtemps l'axe de la vie du monde, tel me paraît être notre feuille de route.

J'ai mentionné ces trois grands problèmes de l'immigration, de l'Europe et de la mondialisation que nous avons tant de peine à poser franchement et en des termes politiquement pertinents. Mon pari ou plutôt mon espérance est que la nation reste le cadre dans lequel ces problèmes peuvent être posés et raisonnablement

**Les identités sont en concurrence permanente puisqu'elles ont toutes le même droit. Pourquoi accorder le moindre avantage à l'identité nationale sur l'identité régionale ou sur l'identité européenne ?**

L'Europe, celle de la mondialisation. Or, dans le débat européen, cette question primordiale a été laissée en desherence.

Nous n'avons jamais formulé franchement la question de savoir si oui ou non dans l'Europe que nous construisons, les nations gardent un sens politique et humain durable. Dans un petit livre intitulé *La Raison des nations. Réflexions sur la démocratie en Europe*, j'ai tenté de défendre la thèse suivante : d'une part, la nation constitue le cadre naturel, sans doute irremplaçable, de la vie démocratique ; d'autre part, viser une action commune européenne est une perspective naturelle et légitime pour les nations européennes.

maîtrises. Si elle s'en montre incapable, son avenir sera bien compromis. Mais nous ne saurons pas si nous en sommes capables ou non avant d'avoir essayé.

En fin de compte, la question est de savoir si les différentes nations européennes ont encore en elles assez de force pour - chacune pour son compte et dans une action commune avec les autres nations européennes - relever les défis que le monde extérieur leur présente. Ce monde extérieur qui regarde l'Union européenne comme un syndicat d'impérialistes décadents qui font vertu de leur impuissance. Nous ne les ferons mentir que si nous savons accrocher les nations à l'Europe et l'Europe aux nations.



## Jean-Louis Bourlanges : existe-t-il une identité européenne ?

Il est sans doute intéressant de réfléchir sur l'identité nationale mais à la condition d'admettre que cette réflexion se présente nécessairement comme un bilan plus que comme un projet, qu'elle nous dit ce que nous sommes mais ne comporte en elle-même aucun élément prédictif ou normatif. L'histoire est un héritage tandis que la politique est une création. Quels sont les éléments de notre identité ? En distinguant trois, sans prétendre à l'exhaustivité. D'abord, la primauté de l'Etat, car en France le pouvoir politique, celui des Capétiens, est antérieur à la nation qu'il a d'ailleurs créée : sans Etat, pas d'édit de Villers-Cotterets ; sans édit de Villers-Cotterets, pas de langue nationale. Le deuxième élément, c'est le culte de la grandeur ou, pour être plus exact, de la suprématie mondiale qui hante la conscience française depuis Louis XIV. La date pivot est à cet égard 1763, le traité de Paris et la perte de l'hégémonie au profit des Britanniques. Depuis lors, de Choiseul à Dominiéni, de Villepin, en passant par les deux Napoléon et par le général de Gaulle, on court après ce qui semble être notre dû, la première place au monde, et nous nous situons dans une relation de contestation par rapport à la puissance

usurpatrice, Royaume-Uni au XVIII<sup>e</sup> siècle, Etats-Unis. Il y a là une vraie nervosité qui nous vaut une aura fragile du côté du tiers-monde et une bonne dose de circonspection de la part de nos partenaires. Nous entretenons une relation schizophrénique avec les Etats-Unis, alliée nécessaire et rival abhorré.

Troisième élément, le poids de la terre, le malthusianisme, le diffère de l'exode rural, la conquête précoce du

aux prétentions d'un ordre administratif séculaire mais paralysant. Comment concilier le libéralisme et la solidarité, rejeter le fiscalisme bureaucratique sans condamner notre modèle social ?

Le second défi est celui de l'immigration. Il se pose en termes singulièrement nouveaux non pas seulement parce que les immigrants viennent de plus loin et sont extérieurs à l'aire de la civilisation chrétienne mais, plus décisivement peut-être, parce que les rapports de force

nous dépassions cette contradiction. Depuis vingt ans, nos dirigeants refusent de le faire : en s'interdisant de poser la question des frontières de l'Union, ils s'obstinent à ignorer la nature du lien historique particulier unissant entre eux les peuples européens et les distinguant des autres. Ils se refusent à voir que les Européens sont avant toute chose les inventeurs et les héritiers d'une civilisation originale, née sur les décombres de l'Empire romain et dont les principes remontent à l'interprétation augustinienne de la Trinité et de la dualité des deux cités humaine et divine. In seule civilisation qui soit née de la séparation du temporel, du rationnel et du spirituel. Comme l'a montré Jacques Le Goff, christianisme et laïcité sont ici les deux faces, et peut-être les deux phases, d'une même réalité.

**Pour l'Europe, les États sont à la fois un élément d'identité et une promesse de destruction. La réussite de la construction européenne suppose que nous dépassions cette contradiction**

pouvoir politique par les paysans et leur obstination, grande différence avec le modèle anglais, à ne pas devenir des ouvriers. Cette prégnance agrarienne a deux effets : elle a nourri, de Chateaubriand au maréchal Pétain et même à Nicolas Sarkozy, une identification romantique de la nation à la terre ; elle nous a obligés à recourir massivement depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle à la main-d'œuvre étrangère pour mener à bien l'industrialisation. On pourrait paraphraser Barrès en disant que la France, c'est « la terre et les immigrés » !

Nous devons aujourd'hui relever trois défis. D'abord, celui qui pose la crise de légitimité de l'Etat : dans un monde ouvert et fondé, dans le meilleur des cas, sur l'échange et le droit, la société civile renvoie de plus en plus à ses sources

mondiales ont changé, que la France et l'Europe sont en situation de déclin relatif par rapport au reste du monde. Nous sommes de moins en moins un pôle et de plus en plus un déversoir. L'intégration n'en est guère facilitée.

Quant au défi que nous lance notre héritage de grandeur, il nous oblige, comme Pierre Manent le dit à juste titre, à repenser l'articulation de nos deux identités, la nationale et l'europeenne. Affaire délicate parce que les Etats nationaux ont été inventés par l'Europe et que la monstrueuse rivalité de ces nations a conduit les Européens à un quasi-suicide collectif : pour l'Europe, les Etats sont à la fois un élément d'identité et une promesse de destruction. La réussite de la construction européenne suppose que

Faute de reconnaître cette identité, les Européens ne se font pas suffisamment confiance pour mettre réellement en commun leurs grands intérêts. Pour concilier respect de l'histoire et efficacité politique, l'ordre constitutionnel européen ne peut être pensé que dans les termes formulés par Jacques Delors : ce sont les Etats qui ont vocation à diriger l'Europe mais ils ne peuvent le faire efficacement que dans un cadre communautaire, donc fédéral. Ceux qui opposent l'Europe fédérale à celle des Etats ignorent l'histoire : de Gaulle avait raison de le leur rappeler. Ceux qui refusent le principe d'un lien fédéral entre les Etats condamnent l'Europe à l'impuissance.



**Pourquoi le Pape a mauvaise presse**  
BERNARD LECOMTE ENTRETIENS AVEC MARC LEBOUCHER, EDITIONS DES LEE, 208 PAGES, 16 €.

**JEAN-MARIE GUENOIS**  
UN AN après le tsunami médiatique contre Benoît XVI, la lecture du dernier livre de Bernard Lecomte s'impose, car il explique utilement « pourquoi le Pape a mauvaise presse ». Auteur d'une biographie de référence sur Jean-Paul II (Gallimard) et d'un ouvrage remarqué sur *Les Secrets du Vatican* (Perrin) l'auteur prend le recul nécessaire pour analyser « la machine » actuelle des catholiques. Bernard Lecomte a l'avantage de bien connaître le

### Bibliothèque des essais

fonctionnement interne des médias et bénéficie d'une vraie connaissance de l'Eglise catholique. Deux compétences qui finissent par nourrir, au fil des pages, une analyse intellectuellement honnête et très précise des faits. A ce premier livre donc, cet ouvrage courageux mérite d'être salué tant les intentions et les propos de Benoît XVI ont été déformés et ridiculisés au cours de cette « année horribilis ». Cette année 2009 restera en effet comme la période la plus difficile de ce pontificat, car se sont enchaî-

nées quatre « affaires » : réhabilitation de M<sup>re</sup> Williamson, excommunication d'une très jeune fille qui a avorté au Brésil, propos du Pape sur le préservatif en Afrique, annonce de la béatification de Pie XII. Cette accumulation a dessiné une image aussi redoutable que fautive de Benoît XVI. Un an, Bernard Lecomte reprend chaque épisode, rétablit les faits, décrit les interprétations, décrit leur contexte historique et actuel. Un travail précieux qui permet au lecteur - même non initié - de saisir ce qui s'est réellement passé. Au to-

tal il permet un jugement éclairé, raisonnable et plus libre, aide par les questions et objections de Marc Lebourcier, coauteur de ce livre interview. L'ouvrage sera aussi utile pour qui s'intéresse au « traitement médiatique » de questions religieuses ou s'y intéresse. Bernard Lecomte restitue le traitement - bien français - de ces sujets, inspire par une culture de la laïcité mais aussi par ce qu'il dénonce : la montée d'un « individualisme » culturel qui prospère sur l'esprit de dérision face à toute autorité ou institution.